

La législation sur l'assistance au **suicide** divise le Royaume-Uni

Page 15

À Vidy, **Emilie Charriot** propose une lecture subtile de «L'amante anglaise»

Page 23

Le Montreux Comedy Festival restera-t-il à Lausanne? Interview de son créateur, **Grégoire Furrer**

Page 23



BERTRAND COCUT

Suisse

Monde
Economie
Culture et société
La der

Conférence à Berne sur le handicap

Jean Tschopp: «On doit atteindre une égalité de fait»

Une conférence sur l'inclusion des personnes en situation de handicap a lieu ce vendredi au Palais fédéral. Une initiative du conseiller national Jean Tschopp.

Nina Devaux

Ce vendredi, la question de l'inclusion des personnes en situation de handicap s'invite à Berne, dans le cadre d'une conférence organisée par Jean Tschopp, conseiller national socialiste (VD) et secrétaire général de l'association Cap-Contact. Sur le thème «Initiative inclusion, trois ans pour convaincre», des personnalités romandes bien connues du grand public, comme le philosophe suisse Alexandre Jollien, échangeront sur le traitement du sujet au parlement.

Ce n'est pas la première fois, cette année, que la question du handicap est discutée au Palais fédéral. Jean Tschopp nous explique pourquoi l'inclusion connaît un regain d'intérêt en politique.

Quel est votre lien avec le handicap?

Dans mon entourage proche, j'ai des personnes en situation de handicap. Cela m'a sensibilisé à la cause.

Votre vision du handicap a-t-elle changé depuis que vous êtes secrétaire général de Cap-Contact?

Oui, elle a évolué parce qu'il y a beaucoup de discriminations et d'inégalités qu'on ignore. Les personnes qui vivent avec un handicap surmontent des obstacles au quotidien. C'est un vrai parcours du combattant.

Pourquoi organisez-vous cette conférence vendredi?

Le but, c'est de donner de la visibilité au handicap et de montrer qu'on doit changer de logique. On doit atteindre une égalité de fait et surmonter toutes les discriminations. On a vraiment besoin d'écrire un nouveau chapitre avec l'ensemble des associations.

Quel message voulez-vous faire passer en invitant des personnalités concernées



Jean Tschopp est conseiller national socialiste (VD) et secrétaire général de l'association Cap-Contact, qui œuvre pour l'autodétermination des personnes en situation de handicap. KEYSTONE

par le handicap au Palais fédéral?

Les personnes qui vont s'exprimer ont quasi toutes un ou plusieurs handicaps et viennent de différents milieux et associations. C'est extrêmement important qu'elles prennent leur place pour expliquer ce que beaucoup de gens ne réalisent pas. Il faut aussi rappeler que 22% de la population en Suisse vit avec un handicap visible ou non. C'est vraiment énorme.

Vous mettez en avant le libre choix du logement. Pourquoi? Quelle est la situation actuelle?

Parce que c'est la particularité de notre association Cap-Contact. Seule une minorité des personnes vivant avec un handicap ont la possibilité d'avoir leur propre logement aujourd'hui avec la contribution d'assistance.

Il faut d'abord faire les démarches pour trouver un logement adapté. Ensuite, il y a une charge mentale très importante. Vous pouvez avoir jusqu'à 10 assistants personnels qui vont se relayer pendant la journée, parfois même la nuit. Vous vous retrouvez comme

un responsable RH à la tête d'une PME, qui doit payer les salaires, faire les plannings, payer les cotisations sociales, gérer les remplacements et fidéliser le personnel. Et cela, avec très peu de soutien.

On parle beaucoup d'économies à Berne. La Suisse a-t-elle les moyens d'offrir plus de logements aux personnes en situation de handicap?

Je pense que c'est indispensable. On sait qu'économiquement, c'est souvent moins coûteux d'avoir quelqu'un qui vit à domicile plutôt qu'en institution. En Suisse, il y a une très grande demande de logements adaptés. Non seulement pour les personnes en situation de handicap, mais aussi pour des personnes plus âgées et à mobilité réduite.

Ces derniers mois, l'inclusion des personnes en situation de handicap a bénéficié de plus de visibilité. Comment l'expliquez-vous?

Ça commence, c'est vrai. L'initiative inclusion, qui a abouti en septembre, a aussi mobilisé de nom-

«Il y a une lassitude et une envie que les choses bougent. La Suisse a ratifié la convention de l'ONU des personnes handicapées en 2014 et elle n'est, sur énormément de points, pas appliquée.»

Cette récente mobilisation a-t-elle déjà permis des avancées?

Oui. Je fais partie de la Commission des institutions politiques au Conseil national, et les premiers objets que j'ai eus à traiter, c'étaient les pétitions de la session des personnes en situation de handicap, dont celle qui demande l'égalité pour le droit de vote.

Actuellement, il y a plusieurs milliers de personnes sous curatelle de portée générale qui sont en capacité de se forger une opinion mais qui sont privées de leurs droits de vote. Et cette pétition met le doigt là-dessus.

Y a-t-il des progrès concrets?

Alors, peu, justement. C'est pour ça que maintenant, je pense qu'il faut vraiment réfléchir à nos lois de manière transversale. Finalement, c'est aussi ce que demande l'initiative pour l'inclusion. On s'aperçoit que c'est vraiment tout un ordre juridique qui n'est pas du tout adapté, et qu'il faut modifier.

D'un autre côté, l'inclusion handicap demande la création d'une loi globale pour l'inclusion.

L'organisation juge que les travaux parlementaires actuels donnent une fausse impression que les choses bougent. Qu'en pensez-vous?

Cet appel est important. Il y a effectivement une révision de la loi sur le handicap, qui a été mise en consultation au début de cette année et qui a été très critiquée par toutes les associations actives dans le domaine du handicap, dont Agile et Cap-Contact. Elle n'a pas été élaborée en partenariat avec les milieux du handicap, et ça, c'est vraiment une faiblesse. Si on veut élaborer une loi qui répond au vrai problème, il faut le faire en collaboration avec les associations et les personnes concernées.

Droit à une assistance personnelle, droit de vote... Les revendications sont nombreuses. Quelle est la priorité pour vous?

Si je devais citer un thème, ce serait le libre choix du logement, parce que c'est vraiment un point de départ pour pouvoir s'intégrer dans la société, y compris pour trouver un emploi, pour pouvoir soulager les proches aidants, et pour avoir une vie plus libre.

sont en fauteuil roulant, ce qui donne plus de visibilité au handicap. Est-ce que vous connaissez l'histoire de Philippe Kutter? C'est un élu du Centre, qui n'avait pas du tout le handicap comme préoccupation. En février 2023, il a eu un grave accident de ski, puis il est revenu sept mois plus tard au parlement, en fauteuil roulant, sous les applaudissements.

À travers son destin, on peut voir que le handicap, ce n'est pas une question de gauche ou de droite. Personne n'est à l'abri. Au moment où on bascule du côté du handicap, c'est là qu'on constate réellement tout ce qui dysfonctionne.

En 2023, il y a eu la première session parlementaire des personnes handicapées. Faut-il s'en réjouir ou regretter qu'on ait attendu si longtemps?

Non, il faut s'en réjouir. S'il n'y avait pas eu cette session, je ne pense pas qu'on en serait là. Ça permet de mettre un coup de projecteur sur une inégalité, sur un problème. Et puis le parlement est en train de s'emparer.

breuses associations. Il y a une lassitude et une envie que les choses bougent.

La Suisse a ratifié la convention de l'ONU des personnes handicapées en 2014 et elle n'est, sur énormément de points, pas appliquée. Et cela, pour des droits élémentaires: on parle de logement et de mobilité. Peut-être que c'est pour ça qu'on en parle plus.

L'initiative inclusion a d'ailleurs été portée par des personnes en situation de handicap. Est-ce leur engagement qui change la donne?

Oui, c'est déterminant, parce que c'est vraiment les personnes les mieux placées pour expliquer ce qu'elles vivent au quotidien. Les proches aidants sont aussi très importants. Mais il faudra également convaincre une majorité de la population, plus éloignée du handicap.

Et la présence de parlementaires en situation de handicap sous la Coupole fédérale fait-elle bouger les lignes?

Il y a trois élus suisses allemands au Conseil national qui